**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**BUREAU DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL
Vingt-deuxième session
Siège de l'UNESCO**

**Paris, Siège de l'UNESCO, Salle X (Fontenoy)
22-27 juin 1998**

**Point 6 de l'ordre du jour provisoire : Rapport de synthèse sur le travail de l'Organe consultatif
du Comité**

A sa vingt et unième session en décembre 1997, le Comité a demandé que l'Organe consultatif étudie les quatre questions qui suivent et présente un rapport à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial et de son Bureau :

- I. **Questions techniques** – pour inclure une analyse de l'application des critères de patrimoine culturel (i) et (vi), l'examen de l'authenticité, l'équilibre de la Liste du patrimoine mondial et la mise en œuvre de la Stratégie globale.
- II. **La communication et la promotion** et leurs relations avec les objectifs de la Convention – pour inclure une étude du potentiel d'une politique de recouvrement des coûts pour les produits d'information sur le patrimoine mondial et la nécessité d'un équilibre entre l'allocation de fonds pour la gestion et la conservation des sites et les activités de promotion.
- III. **Le Centre du patrimoine mondial** – pour étudier les recommandations du rapport d'Evaluation de la gestion administrative portant sur les questions financières et de personnel.
- IV. **Utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et orientations pour la collecte de fonds.**

L'Organe consultatif s'est réuni les 29 et 30 avril 1998 et a étudié des documents de discussion qui avaient été préparés sur chacune des quatre questions.

Le présent document a été préparé par le Centre du patrimoine mondial à la demande du Président du Comité du patrimoine mondial. Ce document fournit une synthèse du travail de L'Organe consultatif afin d'aider à structurer le travail du Bureau ; il indique clairement où des décisions sont requises de la part du Bureau.

Lors de la préparation de ce document, le Rapport du Rapporteur de L'Organe consultatif (Document d'information **WHC-98/CONF.201/INF.11**) avait été approuvé par son Rapporteur et son Président mais attendait d'être adopté par tous les membres de L'Organe consultatif.

Introduction

Une réunion de l'Organe consultatif du Comité du patrimoine mondial s'est tenue au Siège de l'UNESCO les 29 et 30 avril 1998. La réunion était présidée par le Président du Comité du patrimoine mondial, le Professeur F. Francioni (Italie) et M. Demicoli (Malte) en a été le Rapporteur. Les membres suivants de l'Organe consultatif ont assisté à la réunion : Australie, Bénin, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Liban, Malte, Mexique, Zimbabwe, ainsi que le Directeur du Centre du patrimoine mondial. A l'invitation du Président, des représentants de l'Allemagne et de la Grèce ont également assisté à la réunion, ainsi que des observateurs de l'Equateur et de la Hongrie.

Le Président a remercié les délégués de l'Australie, du Zimbabwe et de Malte de leur contribution à la préparation du document de discussion sur les questions techniques. En remerciant le Canada de son document sur la communication et la promotion, le Président a exprimé son regret que Mme C. Cameron n'ait pu assister à la réunion. Le Président a également remercié l'Italie, la France et l'Allemagne de la préparation du document de base sur l'évaluation de la gestion administrative et l'audit financier et le Japon et les Etats-Unis d'Amérique de leur travail de préparation d'un document de discussion sur l'utilisation de l'emblème et la collecte de fonds.

1. QUESTIONS TECHNIQUES

- A. Analyse de l'application des critères culturels (i) et (vi) et
- B. L'examen de l'authenticité

La préparation du document de discussion sur les questions techniques avait été coordonnée par l'Australie, avec des contributions de Malte, du Zimbabwe et de l'ICOMOS. De plus, un document sur la question de l'authenticité par rapport aux travaux de restauration de l'Acropole a été présenté par la déléguée de la Grèce.

La déléguée de l'Australie, Mme Sullivan, a fait remarquer que le document essentiel que le Comité aurait à étudier sur les questions techniques était le rapport et les recommandations de la récente Réunion d'experts à Amsterdam (voir le document d'information WHC-98/CONF.201/INF.9). En bref, la réunion d'experts d'Amsterdam recommandait que l'on unifie les critères pour les biens naturels et culturels, que les conditions d'intégrité (pour inclure la notion d'authenticité, le cas échéant) soient reliées directement à chacun des critères et que les *Orientations* soient révisées en conséquence. Les recommandations ont été préparées par la réunion d'experts à Amsterdam afin d'assurer une meilleure reconnaissance du continuum nature-culture et de ses interactions en ce qui concerne la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial*.

Pour ce qui est de la rédaction, de l'interprétation et de l'application des critères culturels (i) et (vi), et de l'examen de l'authenticité, entre autres questions techniques, L'Organe consultatif a noté que la réunion d'Amsterdam avait créé un groupe de travail, présidé par Mme Bercé (France). L'Organe consultatif a convenu que ce groupe de travail (en coopération avec le Centre et les organismes consultatifs) mettrait au point la rédaction d'un nouvel ensemble de

critères afin de les rendre opérationnels et de présenter des recommandations afin de réviser les *Orientations* à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial.

Décision requise :

A la lumière de l'approbation des recommandations de la réunion d'experts d'Amsterdam (voir le document d'information WHC-98/CONF.201/INF.9) par l'Organe consultatif, le Bureau pourrait souhaiter recommander au Comité d'approuver les résultats de la réunion d'experts d'Amsterdam.

Le Bureau pourrait également souhaiter demander au Centre du patrimoine mondial de coordonner la préparation de projets de rédaction des sections des *Orientations* qui se rapportent aux critères, à l'examen de l'authenticité et aux conditions d'intégrité pour soumission et décision finale à la vingt-deuxième session du Comité.

C. Equilibre de la Liste du patrimoine mondial et

D. Mise en œuvre de la Stratégie globale

L'Organe consultatif a convenu que la Liste du patrimoine mondial comporte des déséquilibres et il a insisté sur le fait que lors de l'étude des moyens d'améliorer l'équilibre et la représentativité de la Liste du patrimoine mondial, les droits souverains des Etats parties soient totalement respectés et qu'il soit fait référence au paragraphe 6 (vii) des *Orientations*.

- vii. Toutefois, étant donné les grands nombres de propositions d'inscription de biens culturels qui sont actuellement reçus, le Comité invite les Etats parties à considérer si leur patrimoine culturel est déjà bien représenté sur la Liste et, s'il en est ainsi, à ralentir volontairement leur taux de soumission des futures propositions d'inscription. Cela contribuerait à permettre que la Liste devienne plus universellement représentative. De même, le Comité invite les Etats parties dont le patrimoine culturel n'est pas encore adéquatement représenté sur la Liste et qui pourraient avoir besoin d'assistance dans la préparation des propositions d'inscription de biens culturels, à demander une telle assistance au Comité. (*Orientations*, paragraphe 6 (vii)).

L'Organe consultatif a recommandé que le Centre du patrimoine mondial prépare un plan d'action afin d'accélérer la mise en œuvre de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative. La préparation d'un tel plan d'action serait dans la ligne du paragraphe 43 du rapport de l'Evaluation de la gestion administrative de 1997 qui précise que :

Le Comité devrait demander au Centre de préparer une analyse des origines des déséquilibres sur la Liste du patrimoine mondial et la liste des sites faisant l'objet d'une proposition d'inscription en vue de remédier aux déséquilibres dans le processus de proposition d'inscription et d'inscription elle-même. L'analyse devrait comprendre l'effet des interactions de l'UNESCO et du Centre avec les régions et les Etats parties y compris les missions dans des régions ou pays particuliers, l'octroi d'assistance préparatoire et l'allocation de fonds pour la préparation de listes indicatives. Le Centre devrait aussi préparer un ensemble d'options reflétant ses conclusions pour que le Comité en débattenne et prenne des décisions. (Paragraphe 43 de l'Evaluation de la gestion administrative de 1997).

L'Organe consultatif a estimé que le plan d'action devrait inclure :

- (i) des méthodes de communication des objectifs et d'une approche régionale et thématique de la Stratégie globale à tous les Etats parties (par exemple, dans le cadre de la révision des *Orientations*) ;
- (ii) des objectifs à fixer en ce qui concerne les régions et les sous-thèmes actuellement sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial. Pour ce qui est des sous-thèmes, L'Organe consultatif a recommandé de déterminer les sous-thèmes des thèmes culturels généraux exposés lors de la réunion d'experts sur la Stratégie globale de 1994. Cela aiderait à l'identification des types de lieux qui sont sur ou sous-représentés sur la Liste du patrimoine mondial. Ce travail reconnaîtrait le caractère indissociable du patrimoine naturel et culturel ;
- (iii) des moyens de répartir et d'augmenter les ressources disponibles pour les Etats parties afin d'assurer la conservation durable à long terme des biens du patrimoine mondial.

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter demander au Centre du patrimoine mondial de préparer, en étroite coopération avec les organismes consultatifs, un plan d'action comportant des priorités pour la mise en œuvre future de la Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial représentative et équilibrée, à soumettre à l'approbation de la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial.

II. COMMUNICATION ET PROMOTION

Après la présentation d'un document de discussion sur ce sujet par la déléguée du Canada, et à l'issue d'un débat détaillé prolongé, l'Organe consultatif a fait les recommandations suivantes :

"Recommandation 1

Le Comité du patrimoine mondial devrait adopter un ensemble de principes et d'orientations pour la conduite future des activités de communication et de promotion. Alors que toute personne privée, organisation ou entreprise peut librement publier ou produire des produits en rapport avec le patrimoine mondial, toute autorisation pour le faire en association officielle avec l'UNESCO et l'utilisation de l'emblème est la prérogative du Comité du patrimoine mondial et de l'UNESCO et relèvera donc des principes et orientations qui suivent. Ceux-ci s'appliqueraient aux Etats parties, au Centre du patrimoine mondial, aux Presses de l'UNESCO et à l'Office de l'Information du public de l'UNESCO.

Principes :

1. Les Etats parties détiennent un contrôle total du contenu des textes et des images associés aux sites du patrimoine mondial situés sur leur territoire.
2. La qualité du contenu est prioritaire par rapport à la quantité des produits.

3. Les produits relatifs à la communication et à la promotion respectent les valeurs et les objectifs de la Convention.
4. Priorité est donnée aux produits dotés d'une valeur éducative, culturelle, scientifique ou artistique.
5. Les produits autorisés n'exploitent pas les sites du patrimoine mondial ni ne les mettent en péril.
6. Les revenus provenant des activités de communication et de promotion profitent aux sites du patrimoine mondial ou au Fonds du patrimoine mondial en accord avec les Etats parties concernés.

Orientations :

1. Les textes et images classiques sont régulièrement mis à jour par les Etats parties et ensuite diffusés par le Centre du patrimoine mondial sur demande sans autre approbation des Etats parties.
2. Les textes et images pour les produits d'information et de promotion du patrimoine mondial sont étudiés et approuvés par écrit par les Etats parties pour ce qui est des sites du patrimoine mondial situés sur leur territoire, avant l'octroi de l'autorisation d'utiliser l'emblème.
3. Le choix de partenaires extérieurs pour parrainer les produits d'information et de promotion se fait conformément à l'Annexe V des *Internal Guidelines* de l'UNESCO et exige l'accord des Etats parties ; les cas douteux sont déferés au Président du Comité du patrimoine mondial."

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter débattre de ces principes et orientations avant de formuler une recommandation pour soumission au Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session.

"Recommandation II

Le Comité du patrimoine mondial devrait étudier et approuver un plan stratégique pour les activités de communication et de promotion, y compris les marchés visés, la portée attendue, les implications en termes de coûts (y compris un potentiel de recouvrement des coûts) et les mesures de performances. Il faudrait comparer chaque année les performances par rapport au plan et faire les ajustements nécessaires. Le Comité devrait évaluer périodiquement la rentabilité et les résultats de ses activités en matière d'information et d'éducation."

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter charger le Centre de préparer un plan stratégique pour le travail futur concernant les activités de communication et de promotion relatives au patrimoine mondial pour adoption par le Comité du patrimoine mondial à sa vingt-deuxième session.

"Recommandation III

Une étude commerciale sur la publication trimestrielle *La Revue du Patrimoine Mondial* devrait être soumise au Comité du patrimoine mondial pour examen car il n'y a jamais eu d'accord officiel à ce sujet. L'étude commerciale devrait inclure des informations sur la diffusion, les lecteurs, la qualité, la durabilité, les coûts (en termes financiers et de temps passé par le personnel), la politique de parrainage par des entreprises et les options."

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter demander au Centre de préparer une étude commerciale pour *La Revue du Patrimoine Mondial* pour soumission à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial.

III. EVALUATION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET AUDIT FINANCIER

Après la présentation du document de discussion préparé par l'Italie et la France et à l'issue d'un important débat, L'Organe consultatif a approuvé les recommandations suivantes :

Recommandations de l'Organe consultatif au Comité du patrimoine mondial et à son Bureau concernant l'Evaluation de la gestion administrative

"**Recommandation** : Qu'un document détaillé interne à l'UNESCO soit préparé et présenté à la vingt-deuxième session du Comité pour

- définir les tâches du Centre du patrimoine mondial ;
- définir les modalités de coordination des autres secteurs de l'UNESCO avec le Centre.

Recommandation I : Vérification du contenu de chaque proposition d'inscription

Comme l'indiquent clairement les *Orientations*, le personnel du Centre du patrimoine mondial est responsable de la vérification du contenu des dossiers afin d'aider les assister les Etats parties, tout en conservant la neutralité du Secrétariat.

La capacité technique du Centre du patrimoine mondial à assumer cette fonction renforcera son image de structure au service des Etats parties, tout en permettant aux experts de l'ICOMOS et de l'UICN de se concentrer sur l'évaluation des biens dès réception des dossiers d'inscription.

Recommandation 2 : Evaluation des biens

Le Centre du patrimoine mondial fixera clairement avec les organismes consultatifs responsables de l'évaluation des propositions d'inscription (ICOMOS et UICN) les règles de leur collaboration afin de mieux impliquer le personnel du Centre

dans le processus et ce dans la perspective d'informer au mieux le Comité et d'apporter une aide aux Etats parties.

Recommandation 3 : Assistance internationale

L'Organe consultatif a décidé de ne pas approuver la recommandation de l'Evaluation de la gestion administrative concernant le recours à des experts externes pour l'attribution des fonds pour l'assistance internationale et une évaluation extérieure de la pertinence et de l'impact de l'assistance fournie.

Recommandation 4 : Suivi des sites

Le Centre du patrimoine mondial pourrait voir renforcer ses compétences dans ce domaine comme le propose l'audit – suivi systématique et suivi réactif – (Recom. 72 et suivantes), tout en respectant la souveraineté des Etats, notamment étant donné la décision de l'Assemblée générale des Etats parties sur le suivi des sites.

Le projet de présentation de rapports demandé à Naples, sur l'harmonisation des modèles de rapports (et leur périodicité) permettra au Centre du patrimoine mondial de coordonner la préparation de rapports synthétiques et thématiques de suivi de l'état des biens par les Etats parties concernés.

Recommandation 5 : Promotion et information du public

- contrôler la qualité de l'information avec les services compétents de l'UNESCO,
- harmoniser cette information avec les Etats parties,
- évaluer périodiquement les activités d'information et d'éducation.

L'Organe consultatif a noté que cette recommandation devait être étudiée en se référant à la Recommandation II à la section II ci-dessus (Communication et promotion).

Recommandation 6 : Gestion des ressources humaines et organisation du Centre du patrimoine mondial (Recom. 164-174 de l'Evaluation de la gestion administrative)

Le Centre du patrimoine mondial doit :

- veiller à ce que tous les postes permanents soient clairement identifiés avec une description des tâches correspondantes et des qualifications requises pour l'emploi selon une application rigoureuse de la norme de classement. Ce document doit être approuvé et rendu public.
- pourvoir tous les emplois permanents :

En ce qui concerne l'assistance temporaire, l'audit a noté un recours important à des surnuméraires et des consultants contractuels qui, pour certains, ont assumé des fonctions de personnel permanent.

Toutefois, si les tâches sont clairement définies et réparties entre le personnel permanent et si les emplois sont pourvus rapidement, il y a adéquation entre les objectifs du Centre et les tâches qui lui sont assignées.

Si en plus des experts associés mis à la disposition à la suite d'arrangements, le Centre éprouve le besoin de recruter pour des tâches permanentes du personnel intérimaire, il convient soit de revoir la définition des postes et la répartition des tâches, soit d'obtenir du personnel permanent supplémentaire."

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter appuyer les recommandations de L'Organe consultatif concernant l'évaluation de la gestion administrative et les transmettre à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial pour approbation.

Recommandations de L'Organe consultatif au Comité du patrimoine mondial et à son Bureau concernant l'audit financier

RAPPEL

L'audit financier a été étudié par le Bureau lors de sa séance de juin 1997 qui a adopté les recommandations de l'Organe consultatif sur la gestion financière figurant dans l'annexe VIII.4 dudit rapport du Bureau qui contient également les réponses du Directeur général de l'UNESCO aux recommandations de l'audit financier.

Le Bureau a notamment demandé au Centre du patrimoine mondial de mettre en œuvre les contrôles de procédures concernant les activités financières selon les recommandations du commissaire aux comptes.

Il pourrait être demandé par le Comité au directeur du Centre du patrimoine mondial de répondre (comme cela est proposé depuis pour l'audit de gestion) point par point aux recommandations de l'audit financier et plus particulièrement aux points suivants :

Recommandation d'ordre général

Assurer la meilleure coordination entre le bureau du contrôleur financier et le secrétariat du Centre du patrimoine mondial pour la préparation de l'information financière sur le Fonds du patrimoine mondial, notamment par :

- la mise au point d'un **tableau comptable détaillé pour le Fonds**,
- la tenue, dans les écritures comptables, de la documentation justificative détaillée des activités financières relatives au Fonds, à tous les stades de la procédure comptable, et ce afin de disposer d'un état comptable des dépenses et des recettes permettant un contrôle régulier (sauf dans le cas où

serait affirmé le principe selon lequel toutes ressources destinées à la protection du Patrimoine mondial seraient versées au Fonds).

Règles régissant le déboursement de fonds :

- chaque contrat du Centre du patrimoine mondial doit comporter une clause distincte définissant, quand il y aura lieu, **la manière de répartir les recettes et les dépenses entre le Fonds du patrimoine mondial, le Programme ordinaire et d'autres fonds de dépôt ;**
- le Centre du patrimoine mondial doit élaborer des **directives** écrites pour aider le personnel administratif à déterminer comment les coûts devront être **répartis** entre le Fonds du patrimoine mondial, le Programme ordinaire et d'autres fonds de dépôt ;
- la comptabilité des dépenses engagées relevant du Fonds du patrimoine mondial doit être **enregistrée** dans les comptes du Fonds et non dans ceux du Programme ordinaire de l'UNESCO ou d'autres fonds de dépôt ;
- si, pour des raisons exceptionnelles, les dépenses engagées doivent être enregistrées dans le Programme ordinaire de l'UNESCO pour être ultérieurement transférées dans les comptes du Fonds du patrimoine mondial, il faut qu'une pièce comptable enregistrée mentionne clairement les dépenses engagées dans ce cadre ;
- chaque projet affecté particulièrement au Fonds doit disposer d'un code financier distinct. La structure d'ensemble du codage devra être en conformité avec les plans de travail du Fonds.

Recettes anticipées

Le Centre du patrimoine mondial doit améliorer son système de localisation des recettes anticipées afin de s'assurer que les reçus soient déposés rapidement et qu'il fournisse à la Division de la Trésorerie au Bureau du contrôleur financier, les informations précises dont elle a besoin sur les recettes anticipées, la date anticipée de réception et les codes financiers à affecter aux fonds.

Engagements non liquidés

Ils doivent être régulièrement analysés tout au long de l'année. Des ajustements devront être faits régulièrement pour les engagements qui ne représentent plus d'obligations légales valables.

D'une manière générale, le Centre doit améliorer la qualité des informations transmises au Comité du patrimoine mondial en lui fournissant toutes les explications qui justifient les propositions financières pour chaque ligne budgétaire, qui permettent de les comparer avec les chiffres de l'année précédente et de les mesurer par rapport aux réalisations entreprises.

Il conviendra de bien rappeler que conformément à l'article 4 du règlement financier du Fonds du patrimoine mondial, les ressources du Fonds (de toutes natures) ne peuvent être affectées qu'à des activités définies par le Comité.

Enfin les règles internes de l'UNESCO, pour l'apport de recettes extérieures provenant du secteur privé, doivent s'appliquer aux ressources collectées de cette manière dans le cadre du Fonds du patrimoine mondial.

Conclusions générales sur les deux audits

L'Organe consultatif a décidé d'approuver les recommandations ci-dessus et demande au Comité de les adopter et d'obtenir leur prise en compte par le Directeur du Centre du patrimoine mondial et leur mise en œuvre par le Directeur général.

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter appuyer les recommandations de l'Organe consultatif concernant l'audit financier et les transmettre à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial pour approbation.

Recommandation complémentaire de l'Organe consultatif au Bureau et au Comité

L'Organe consultatif a également adopté à l'unanimité la recommandation suivante :

Recommandation : L'Organe consultatif,

Partageant le sentiment que des ambiguïtés subsistent sur la manière dont ont été adoptées et appliquées les décisions sur les fonds relatifs aux programmes et projets relevant de la mise en œuvre de la Convention de 1972,

Réaffirme que cette préoccupation doit faire l'objet d'un examen attentif d'une manière urgente ;

Prend note de la proposition formulée par l'Italie et la France*, qui, bien qu'utile, nécessite un examen approfondi, demande à l'Italie et à la France, en coopération avec d'autres membres de l'Organe consultatif, de continuer leurs efforts pour présenter au prochain Bureau un texte susceptible de réunir le consensus.

* Le texte suivant a été largement discuté mais n'a pas réuni le consensus :

L'Organe consultatif propose au Comité du patrimoine mondial d'adopter les recommandations suivantes :

"Le Comité du patrimoine mondial, vu l'article 15, par. 3, al. (b)(ii) et l'article 14 de la Convention du patrimoine mondial de 1972 :

Recommande au Directeur général de l'UNESCO que toutes les contributions financières relatives aux activités liées au patrimoine mondial soient versées au Fonds du patrimoine mondial et que le montant global de ces contributions soit soumis à l'approbation de la Conférence générale à partir de sa XXX^e session.

Par ailleurs, ce montant devrait être assorti des indications du Comité concernant les activités à entreprendre."

De plus, l'Organe consultatif a approuvé une seconde partie de la recommandation franco-italienne suivante par consensus :

"Recommande au Directeur général de redéfinir clairement :

- les tâches et les fonctions du Centre du patrimoine mondial en tant que Secrétariat de la Convention ;
- les modalités d'intervention et de collaboration des autres Secteurs spécialisés de l'UNESCO dans le domaine du patrimoine mondial ;
- les modalités de coordination des autres Secteurs avec le Centre du patrimoine mondial qui en découlent.

La clarification concernera tant les tâches administratives et scientifiques que les circuits financiers.

Le document élaboré par le Directeur général est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des Etats parties à la Convention."

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter appuyer la recommandation de l'Organe consultatif concernant l'utilisation des fonds et la transmettre à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial pour approbation.

IV. UTILISATION DE L'EMBLEME DU PATRIMOINE MONDIAL ET ORIENTATIONS POUR LA COLLECTE DE FONDS

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique et du Japon ont résumé le contenu des documents de discussion sur les orientations et principes régissant l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et la collecte de fonds qu'ils avaient préparé en commun. A l'issue d'un débat prolongé, l'Organe consultatif a adopté la recommandation suivante :

Recommandation de l'Organe consultatif au Bureau et au Comité concernant l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et la collecte de fonds

Bien que les orientations concernant l'utilisation de l'emblème, le contrôle de la qualité et la collecte de fonds aient été approuvées en principe, les délégués du Japon et des Etats-Unis d'Amérique ont proposé de les amender, en coopération avec le Centre, afin de refléter les décisions obtenues lors des débats. Les orientations amendées seront préparées pour le Bureau du patrimoine mondial avant soumission au Comité.

Décision requise :

Le Bureau pourrait souhaiter demander que des orientations amendées pour l'utilisation de l'emblème, le contrôle de la qualité et la collecte de fonds soient préparées par les délégués du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, en coopération avec le Centre, pour soumission à la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial pour approbation.